

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX  
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-  
durable.gouv.fr

Nevers, le 24/03/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2024

### **Contexte et constats**

publié sur 

**AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES\_Tracy sur Loire**

La Roche

58150 Tracy-sur-Loire

Références : 250134

Code AIOT : 0025100038

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2024 dans l'établissement AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES, implanté La Roche - 58150 Tracy-sur-Loire.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES
- La Roche 58150 Tracy-sur-Loire
- Code AIOT : 0025100038 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société AXEREAL exploite sur son site de Tracy-sur-Loire un silo de stockage de grains d'une capacité de 38 200 m<sup>3</sup>.

**Thèmes de l'inspection : AN24 Ammonitrates**

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | Récépissé de déclaration                                     | Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48 |                   |
| 2  | Réalisation du contrôle périodique                           | Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57       |                   |
| 3  | Suites données au contrôle périodique                        | Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1     |                   |
| 4  | État des stocks d'engrais                                    | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5                  |                   |
| 5  | Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8                  |                   |
| 6  | Éclairages et installations électriques                      | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7                  |                   |
| 7  | Détection automatique  | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1                |                   |
| 8  | Moyens en eau accessibilité                                  | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2                |                   |
| 9  | Équipements de première intervention                         | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2                |                   |
| 10 | Accessibilité du site au SDIS                                | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5                  |                   |
| 11 | Désenfumage, existence                                       | Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4                |                   |
| 12 | Qualification d'équipement                                   | Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 15                   |                   |
| 13 | Vérification des installations électriques                   | Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 9                    |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le site est apparu propre et bien exploité. 3 salariés sont dédiés à l'exploitation et la bonne tenue des installations.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le stockage d'engrais n'est plus d'actualité depuis environ 5 ans. L'exploitant devra fournir à l'inspection un PAC indiquant les perspectives d'évolution du site, et notamment du stockage d'engrais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Récépissé de déclaration

|  |  |
|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/03/2022, articles R. 512-47 et 48   |  |
| <b>Thème(s) :</b>  | Actions nationales 2024      Déclaration |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.<br><br>Article R. 512-48 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration. |  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site étant soumis à autorisation, cette prescription n'est pas applicable.   |  |
| <b>Respect de la prescription :</b>  | Prescription inadaptée                   |
| <b>Type de suites proposées :</b>  | Sans suite                               |
| <b>Proposition de suites :</b>   | Sans Objet                               |

## N° 2 : Réalisation du contrôle périodique

|  |                        |
|--|------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57  |                        |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Contrôle périodique   |                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").<br><br>II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation. |                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site étant soumis à autorisation, cette prescription n'est pas applicable.   |                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>  | Prescription inadaptée |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans Objet  |                        |

### N° 3 : Suites données au contrôle périodique

|   |                        |
|---|------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1   |                        |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Contrôle périodique  |                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p> <p>L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :</p> <p>1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;</p> <p>2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;</p> <p>3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.</p> <p>Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.</p> |                        |
| <b>Constats :</b> <p>Le site étant soumis à autorisation, cette prescription n'est pas applicable.</p>  |                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>   | Prescription inadaptée |
| <b>Type de suites proposées :</b>   | Sans suite             |
| <b>Proposition de suites :</b>  | Sans Objet             |

#### N° 4 : État des stocks d'engrais

|  |                        |
|--|------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5   |                        |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      État des stocks et situation  |                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.<br><br>La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.<br><br>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur. |                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection qu'il n'y a plus d'activité de stockage d'engrais sur le site depuis environ 5 ans.  |                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra, en retour du présent rapport, adresser au préfet un porter-à-connaissance sur le devenir du site et les éventuelles évolutions de celui-ci.  |                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>  | Prescription inadaptée |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans Objet  |                        |

## N° 5 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

|   |                        |
|---|------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8  |                        |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Gestion des combustibles et des matières incompatibles   |                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.<br><br>Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...),</li><li>- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale,</li><li>- le nitrate d'ammonium technique,</li><li>- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.</li></ul> |                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Plus de stockage d'engrais sur site depuis environ 5 ans.  |                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra, en retour du présent rapport, adresser au préfet un porter-à-connaissance sur le devenir du site et les éventuelles évolutions de celui-ci.   |                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>   | Prescription inadaptée |
| <b>Type de suites proposées :</b>   | Sans suite             |
| <b>Proposition de suites :</b>  | Sans Objet             |




## N° 6 : Eclairages et installations électriques

|   |                        |
|---|------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7  |                        |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique   |                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses.<br><br>Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais.<br><br>Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage.<br><br>Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin. |                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Plus de stockage d'engrais sur site depuis environ 5 ans.  |                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>   | Prescription inadaptée |
| <b>Type de suites proposées :</b>   | Sans suite             |
| <b>Proposition de suites :</b>  | Sans Objet             |


## N° 7 : Détection automatique

|   |   |
|---|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1  |   |
| <b>Thème(s) :</b>   | Actions nationales 2024      Existence et adaptée au stockage |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.<br><br>Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.<br><br>Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans. |   |
| <b>Constats :</b><br><br>Plus de stockage d'engrais sur site depuis environ 5 ans.  |   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra, en retour du présent rapport, adresser au préfet un porter-à-connaissance sur le devenir du site et les éventuelles évolutions de celui-ci.   |   |
| <b>Respect de la prescription :</b>   | Prescription inadaptée  |
| <b>Type de suites proposées :</b>   | Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b>  | Sans Objet  |


## N° 8 : Moyens en eau accessibilité

|   |   |
|---|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2  |   |
| <b>Thème(s) :</b>   | Actions nationales 2024      Proximité des stockages des moyens eau               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre. |   |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site est pourvu d'une réserve d'eau à l'entrée du site d'une capacité de 120 m <sup>3</sup> et d'une bouche incendie d'un débit vérifié de 60 m <sup>3</sup> /h.  |   |
| <b>Respect de la prescription :</b>   |  |
| <b>Type de suites proposées :</b>   | Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b>  |   |

## N° 9 : Équipements de première intervention

|  |   |
|--|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2   |   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Moyens de lutte contre l'incendie   |   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :<br><br>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.<br><br>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. |   |
| <b>Constats :</b><br><br>En sus des réserves d'eau d'extinction d'incendie, le site est équipé de 33 extincteurs vérifiés annuellement.  |   |
| <b>Respect de la prescription :</b>  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |   |


## N° 10 : Accessibilité du site au SDIS

|   |  |
|---|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5  |  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Accessibilité pour l'intervention des SDIS   |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres. |  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation est accessible sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.  |  |
| <b>Respect de la prescription :</b>    |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |  |
| <b>Proposition de suites :</b>  |  |


## N° 11 : Désenfumage, existence

|  |                        |
|--|------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4   |                        |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Existence d'un désenfumage adaptée  |                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.<br><br>Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident.<br><br>La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i. |                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Le stockage d'engrais ammonitrates est stoppé pour le moment sur le site. L'exploitant devra se rapprocher des services de l'inspection pour l'informer sur le devenir du site.   |                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra, en retour du présent rapport, adresser au préfet un porter-à-connaissance sur le devenir du site et les éventuelles évolutions de celui-ci.  |                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>  | Prescription inadaptée |
| <b>Type de suites proposées :</b>  | Sans suite             |
| <b>Proposition de suites :</b>   | Sans Objet             |

## N° 12 : Qualification d'équipement

|   |  |
|---|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 15   |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Prévention des risques d'incendie  |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est équipée de transporteurs à bandes. L'exploitant n'a pas pu justifier que ceux-ci étaient équipés de bandes non-propagatrices de flamme. Aucun justificatif n'a été présenté ni adressé à l'inspection indiquant que les transporteurs à bande sont équipés de bandes non-propagatrices de flamme. Les éléments des différents organes du transporteur à bande ont fait l'objet d'une maintenance préventive par l'entreprise CAP Maintenance le 03/04/2023. 3 non-conformités ont été relevées. Toutes les non-conformités sont gérées par le logiciel CARL SOURCE et gérées par le responsable maintenance. De plus, l'entretien des transporteurs fait apparaître 3 non-conformités, qu'il conviendra de lever à court terme. |  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les 2 convoyeurs à bande ont été testés en date du 9 décembre 2023 et ont été validés comme non-propagateurs de flammes.   |  |
| <b>Respect de la prescription :</b>    |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |  |
| <b>Proposition de suites :</b>  |  |

## N° 13 : Vérification des installations électriques

|  |  |
|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 9   |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Installations électriques   |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :<br><br>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;<br><br>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.<br><br>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...] |  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les installations électriques sont vérifiées annuellement et entretenues correctement. Aucun écart constaté lors de la dernière vérification en date du 9 décembre 2024.  |  |
| <b>Respect de la prescription :</b>   |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |  |
| <b>Proposition de suites :</b>   |  |